

débat*militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 102 20 avril 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [Pour construire les suites du mouvement contre le CPE](#)

Pour construire les suites du mouvement contre le CPE

La jeunesse étudiante et lycéenne, engagée depuis plus de deux mois dans une lutte d'une ampleur et d'une radicalité nouvelles, vient de mettre un premier coup d'arrêt aux attaques du gouvernement et du patronat, arrachant une première victoire, le retrait - remplacement du CPE.

Une nouvelle génération militante a fait irruption sur le terrain de la lutte collective, sociale et politique. Elle vient de faire à grande échelle l'expérience de la véritable démocratie, celle de l'organisation à la base, celle de la rue. Elle a su s'adresser aux salariés, tissant des liens intergénérationnels autour de la conscience d'un intérêt collectif et de la nécessité de se battre tous ensemble. Elle a, enfin, osé défier le pouvoir de l'Etat et contester la légitimité du parlement et du conseil constitutionnel en poursuivant la mobilisation après que la loi a été votée puis promulguée.

Le retrait - remplacement du CPE a été reçu sans illusion : c'est incontestablement une victoire, mais ça ne suffit pas. D'abord, la loi sur l'égalité des chances et le CNE contre lesquels nous nous sommes battus au même titre que le CPE sont toujours en place. Ensuite, c'est bien le refus de la précarité en général et l'exigence de vrais emplois pour tous qui a nourri les débats et la mobilisation. Aussi, sur les facs, la fraction des étudiants les plus engagés veut continuer à se battre. C'était le sens de la manifestation du mardi 11 avril, lendemain de l'annonce de la mort du CPE, du vote du prolongement de la grève et du blocage sur certaines universités.

Le gouvernement et l'UMP, contraints de céder sur le CPE, limitent temporairement l'explosion sociale avec l'aide des directions syndicales et de la gauche qui, depuis le départ, redoutent la crise et ne souhaitent que retourner sur le terrain institutionnel et des négociations au sommet. Mais la question des suites, de la contre offensive générale de la jeunesse et du monde du travail contre la précarité, pour imposer la garantie d'un emploi stable pour tous, est en germe dans bien des têtes.

Une conscience et des rapports nouveaux sont nés au sein de la mobilisation de la jeunesse. Ils ne sont pas encore établis dans la durée. Il nous faut les renforcer en tirant ensemble, jeunes et travailleurs, toutes les leçons du mouvement. Militants d'extrême gauche, nous allons, dans les semaines à venir, poursuivre le débat largement, dans la continuité de la mobilisation et sur ce même terrain de la lutte, pour développer les raisonnements, approfondir cette nouvelle conscience de classe et œuvrer au regroupement des forces militantes, éléments essentiels pour les étapes à venir de la lutte sociale et politique.

L'auto-organisation et la démocratie directe, seul contrepoids aux directions syndicales

La force de la mobilisation de la jeunesse a été son organisation démocratique, sa structuration autonome à la base. Sur les facs, et dans une moindre mesure sur les lycées, des assemblées générales ont eu lieu chaque jour, débattant et votant toutes les décisions. Tout au long du mouvement, les cadres d'auto-organisation se sont renforcés, s'ouvrant aux salariés avec la mise en place de coordinations locales et de collectifs interpros. A chaque étapes de la mobilisation, la jeunesse a fait preuve d'une volonté forte de contrôler sa lutte, de ne laisser personne décider à sa place ou prendre la direction du mouvement, sur la question des mots d'ordre, en refusant de se laisser enfermer dans le seul « retrait du CPE », des rythmes, en préparant des temps forts avec les salariés sans attendre les directions syndicales, sur la question du service d'ordre... La coordination nationale étudiante a été l'expression de cette auto-organisation en même temps qu'un point d'appui pour son renforcement. Elle a, semaine après semaine, grâce en particulier à l'attitude de militants des JCR, de la Ligue ou de la Fraction de Lutte Ouvrière, formulé une politique pour la lutte permettant de construire et d'élargir la mobilisation. Elle a joué un rôle important dans la jonction entre étudiants et travailleurs en renouvelant les appels et initiatives en direction des salariés et en exerçant sa pression auprès des directions syndicales. Ainsi, par son organisation et son indépendance, malgré son manque d'expérience, voire la confusion de courants gauchistes, la jeunesse, moteur de sa propre lutte, s'est montrée capable d'entraîner l'ensemble des forces sociales, obligeant les confédérations syndicales et les partis de gauche à soutenir la mobilisation et à maintenir un front unitaire.

Jonction entre étudiants et salariés : une nouvelle conscience de classe est en train de naître

Un autre élément important dans le bras de fer engagé avec la droite a été la jonction entre étudiants et salariés. Les jeunes, passant par dessus les directions syndicales, se sont directement adressés aux travailleurs, dans les gares, les centres de tri, à l'entrée des usines. Des centaines de milliers de salariés du public et du privé ont rejoint la jeunesse dans les grandes journées de grève et de manifestation, avec, au plus haut du rapport de force, 3 millions de manifestants dans la rue à travers toute la France les 28 mars et 4 avril.

La conscience d'un intérêt commun avec les travailleurs s'est répandue dans la jeunesse. Conscience d'abord des étudiants qui se conçoivent concrètement comme de futurs salariés, élément nouveau, produit d'une situation matérielle qu'est la massification de l'accès à l'université et la précarité du statut des étudiants dont un sur deux doit travailler pour financer ses études. Conscience aussi que la précarité de l'emploi, les licenciements et le chômage touchent toutes les générations et que CPE et CNE ne sont que les premières étapes d'une attaque brutale contre l'ensemble du code du travail pour satisfaire l'avidité du patronat. Conscience enfin de la force que représente la classe ouvrière, de sa capacité à bloquer, paralyser l'économie par la grève. Elle s'est traduite par la multiplication des actions de blocage des étudiants et leurs appels à la grève générale.

Ce mouvement participe du processus de reconstruction d'une conscience de classe à une échelle de masse ; il en marque une étape. Il nous faut aider à son développement en s'appuyant sur les éléments les plus conscients de la mobilisation pour poursuivre le débat largement dans tous les cadres issus du mouvement et renforcer par la compréhension politique les liens qui se sont tissés entre la jeunesse et le monde du travail.

La défiance vis à vis de l'Etat et des institutions pose le problème de la démocratie et du pouvoir

La jeunesse a provoqué une crise politique, disqualifié et ridiculisé le pouvoir et la droite. Ne se reconnaissant pas dans ces institutions illégitimes, rejetant la brutalité d'un gouvernement qui avait utilisé le 49-3 pour passer en force, elle a osé tenir tête tour à tour au parlement, au conseil constitutionnel et au chef de l'Etat. Le mouvement social a pris la forme d'une lutte politique que les jeunes et les salariés ont menée ensemble avec leurs armes, celles du blocage et de la grève. Les directions syndicales et les partis de gauche

se sont trouvés déstabilisés, forcés pour soutenir les jeunes de s'éloigner un temps du terrain des jeux institutionnels et des négociations au sommet, contraints de poser le retrait comme préalable à toute discussion.

Ensemble, étudiants, lycéens et salariés, ont fait une démonstration que la mobilisation et l'organisation démocratique pour intervenir sur le terrain politique sont les seuls moyens de changer les choses, que c'est dans la grève que se construit un autre rapport de force pour inverser la tendance, reprendre l'offensive.

Le mouvement de la jeunesse a posé par lui-même la question des revendications démocratiques et politiques. La question du pouvoir a pu se discuter en dehors des raisonnements institutionnels. C'est une première étape vers des ruptures plus profondes. D'autres seront nécessaires. Mais il s'agit dès maintenant de généraliser l'expérience de la mobilisation pour souligner la contradiction, l'incompatibilité entre les exigences de la majorité et les intérêts d'une minorité, entre la démocratie réelle de la rue et la mascarade du pouvoir parlementaire et poser la question de qui décide, ébaucher l'idée d'un pouvoir des travailleurs.

La lutte contre la précarité, une lutte d'ensemble pour une autre répartition des richesses

A travers le rejet du CPE, du CNE et de la loi sur l'égalité des chances, se sont affirmés le refus de la précarité et l'exigence d'un emploi stable pour tous, jeunes et moins jeunes. La jeunesse ne veut pas d'un avenir de salariés jetables. Ses revendications sont toutes autres : de vrais emplois, un logement une vie décente dans une société sans laissés pour compte. C'est sur la base de cette révolte profonde qu'elle a gagné la sympathie de la très grande majorité de la population.

Aller au delà du retrait du CPE, rentrer en lutte contre la précarité et le chômage, c'est poser la question d'une autre répartition des richesses, remettre en cause l'exploitation capitaliste, rentrer en affrontement direct avec la logique du système. Nous n'en sommes pas là mais la mobilisation pose le problème politique et conteste sur le fond le capitalisme.

Regrouper les forces, vers une nouvelle force anticapitaliste pour les luttes

Les acquis du mouvement sont des points d'appui importants pour les étapes à venir du mouvement social, ils ouvrent la perspective d'une contre offensive du monde du travail et de la jeunesse pour imposer nos droits sociaux et notre droit à décider. Cette contre-offensive nécessitera de provoquer une crise politique majeure, d'oser contester directement, sur les terrains économiques et politiques, le pouvoir des patrons. Sa préparation pose le problème d'un programme pour les luttes, capable d'unifier jeunes et travailleurs, et d'une force politique, démocratique et révolutionnaire, pour porter celui-ci. Aujourd'hui, l'espace de débat démocratique et de contestation radicale ouvert par le mouvement permet plus que jamais de discuter largement de ce programme et de regrouper tous ceux qui veulent poursuivre la bataille pour construire ensemble un nouveau parti des luttes.

Clarisse Fango



**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**